



ORDRE DE SERVICE D'ACTION

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE
<p>Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature Direction de l'eau et de la biodiversité Sous-direction de la protection et de la valorisation des espèces et de leurs milieux Bureau de la faune et de la flore sauvages</p> <p>Adresse : 20, avenue de Ségur 75007 PARIS Suivi par : Jérôme LANGUILLE Tél : 01 42 19 29 87 Courriel : jerome.languille@developpement-durable.gouv.fr</p>	<p>Direction générale de l'alimentation Service de la prévention des risques sanitaires de la production primaire Sous-direction de la santé et de la protection animales Bureau des intrants et de la santé publique en élevage</p> <p>Service de la coordination des actions sanitaires Sous-direction du pilotage et des politiques sanitaires transversales Bureau de la maîtrise d'ouvrage des systèmes d'information de l'alimentation</p> <p>Adresse : 251, rue de Vaugirard 75 732 PARIS CEDEX 15 Suivi par : Stéphanie FRUGERE / Claire ARMENGAUD Tél : 01 49 55 58 29 / 58 16 Courriel institutionnel : bispe.sdspa.dgal@agriculture.gouv.fr Réf. Interne : MOD10.27 A 03/09/08</p>
<p align="center">CIRCULAIRE DGALN/DEB/PEM N°2008-06 DGAL/SDSPA/SDPPST/C2008-8008 Date: 22 septembre 2008</p>	

Date de mise en application : Immédiate
 Abroge et remplace : Sans objet
 Date limite de réponse : Sans objet
 ☞ Nombre d'annexes : 2
 Degré et période de confidentialité : Tout public

Objet : Enregistrement dans SIGAL des établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques.

Références :

- articles L. 412-1, L. 413-2, L. 413-3, R. 412-1 à R. 412-6, R. 413-3 à R. 413-51 du code de l'environnement
- note technique DGA/MSI n°2007-12 relative à l'accès des DDSV à la BDNU
- note technique DGA/MSI n° 2008-02 relative au programme de référence SPR14 – Protection animale – domaine transport – Modalités d'édition des CAPTAV

Résumé : La présente note indique les modalités de saisie dans SIGAL des établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques

Mots-clés : SIGAL – FAUNE SAUVAGE

Destinataires	
Pour Exécution	Pour Information
<ul style="list-style-type: none"> - Préfets de département - Directeurs départementaux des services vétérinaires - Directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt 	<ul style="list-style-type: none"> - Direction des Affaires juridiques - Conseil Général de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Espaces Ruraux - Conseil Général de l'Environnement et du Développement durable - Office national de la chasse et de la faune sauvage - Ecole nationale des services vétérinaires - Ecole nationale du génie rural des eaux et forêts - INFOMA - COSIR

Le système d'information « SIGAL » mis en place par la Direction générale de l'alimentation du Ministère de l'agriculture et de la pêche, permet une gestion informatisée des données résultant des missions exercées par les Directions départementales des services vétérinaires par exemple dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments ou de la santé des cheptels d'animaux d'espèces domestiques.

L'instruction et le suivi des autorisations administratives prévues par le code de l'environnement pour la détention d'animaux d'espèces non domestiques étant confiés aux DDSV, il convient que ces missions soit également intégrées dans SIGAL.

L'enregistrement des données relatives à la détention des espèces non domestiques et leur mise à disposition en réseau permettra d'améliorer le suivi administratif des établissements et de partager les informations sur les contrôles exercés par différents services (cas notamment des établissements mobiles). Cette centralisation des données offrira également la possibilité de disposer d'éléments statistiques actualisés qui, jusqu'à présent, reposaient sur des recensements ponctuels auprès des services.

A la suite des propositions émises par le groupe de travail auquel avait été confiée la réflexion sur le programme de référence (SPR24), relatif à la protection de la faune sauvage captive, le référentiel SIGAL vient d'être consolidé afin de permettre l'enregistrement dans SIGAL des établissements concernés selon une procédure technique précisée en annexe I de la présente instruction.

La présente circulaire vise à organiser l'enregistrement d'ici la fin d'année 2009 de l'ensemble des établissements soumis à des autorisations administratives pour la détention d'animaux d'espèces non domestiques.

Les modalités du suivi administratif des établissements (instruction des demandes d'autorisation, inspections, suites administratives ou judiciaires données) feront l'objet de développements ultérieurs et d'instructions complémentaires.

1. RAPPEL DU CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le code de l'environnement dans son Livre IV, Titre 1er relatif à la « protection de la faune et de la flore » soumet de façon générale les activités des établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques à deux autorisations administratives complémentaires prévues aux articles L. 413-2 et L. 413-3, l'une attestant de la compétence des personnes responsables de l'entretien des animaux (certificat de capacité), l'autre s'attachant à la conformité des installations d'élevage et au fonctionnement de l'établissement (autorisation d'ouverture).

Parallèlement, l'article L. 412-1 du code introduit un principe d'autorisation de certaines activités, sur lequel est fondé le régime d'autorisation de détention de certaines espèces prévu par les arrêtés du 10 août 2004 fixant les conditions de fonctionnement des élevages d'agrément ou des établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques.

Ce régime général d'autorisations préalables répond à des enjeux de protection de la nature. La réglementation vise d'abord à s'assurer que la détention et l'utilisation des animaux d'espèces non domestiques s'effectuent sans porter atteinte à la biodiversité et notamment en préservant les équilibres biologiques des espèces par la prévention des risques écologiques pour la faune et la flore. Les objectifs de sécurité et de santé des personnes mais aussi d'entretien des espèces animales dans des conditions satisfaisantes sont également poursuivis.

➤ Certificat de capacité

L'article L. 413-2 du code de l'environnement prévoit que les responsables des établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques sont titulaires d'un certificat de capacité pour l'entretien des animaux.

Cet article dispose en effet que « *les responsables des établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques, de vente, de location, de transit, ainsi que ceux des établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère doivent être titulaires d'un certificat de capacité pour l'entretien de ces animaux* ».

L'arrêté du 12 décembre 2000 fixe les diplômes et les conditions d'expérience qui doivent être présentés à l'appui d'une demande de certificat de capacité pour les responsables des établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques autres que ceux d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée. Ce texte distingue au sein des activités citées à l'article L. 413-2 (élevage, vente, transit, location, présentation au public), des sous catégories qui ont été reprises dans le référentiel SIGAL comme l'élevage professionnel ou non professionnel, les soins à la faune sauvage, la présentation au public fixe ou itinérante (mobile). L'activité de « location » n'est pas retenue dans le référentiel SIGAL.

➤ Autorisation d'ouverture des établissements

L'article L. 413-3 du code de l'environnement prévoit que les établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques font l'objet d'une autorisation d'ouverture. Cette autorisation qui sanctionne la régularité du fonctionnement des établissements ainsi que la conformité de leurs installations concerne les mêmes activités que celles précédemment citées à l'article L. 413-2 et qui seront donc reprises dans le référentiel SIGAL (à l'exception de l'activité « location »).

Il est utile de souligner que les établissements qui relèvent de la nomenclature 2140 des installations classées pour la protection de l'environnement (certains établissements de présentation au public), doivent bénéficier d'une autorisation d'ouverture délivrée au titre de l'article L. 413-3 (protection de la nature) mais également au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement (installations classées pour la protection de l'environnement).

Pour certaines des activités prévues aux articles L. 413-2 et L. 413-3 du code de l'environnement, les caractéristiques et conditions de fonctionnement auxquelles doivent satisfaire les établissements ont été définies par arrêté. Il s'agit en particulier des établissements de présentation au public (fixes ou mobiles), des centres de soins aux animaux de la faune sauvage et de certains établissements d'élevage (ratites, bisons).

➤ Autorisation de détention au sein des élevages d'agrément (non professionnels)

Les deux arrêtés datés du 10 août 2004 portant sur les élevages d'agrément et les établissements d'élevage, de vente, de location, de transit ou de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques s'attachent à fixer des modalités précises d'encadrement de la détention des espèces animales proportionnées aux risques à prévenir. Les textes introduisent un régime d'autorisation de détention pour certaines espèces animales et précisent les notions d'élevage d'agrément et d'établissement d'élevage.

S'agissant de l'élevage de type amateur (= non professionnel), les deux arrêtés du 10 août 2004 distinguent clairement trois niveaux d'exigences :

- les élevages soumis aux autorisations générales de certificat de capacité et d'autorisation d'ouverture, en raison de la détention d'espèces protégées, dangereuses, sensibles ou d'effectifs importants (statut réglementaire d'établissement d'élevage),
- les élevages non soumis aux deux autorisations générales de certificat de capacité et d'autorisation d'ouverture mais dans lesquels la détention de certains spécimens d'espèces protégées reste conditionnée à une autorisation préalable (statut réglementaire d'élevage d'agrément soumis à autorisation de détention),
- les élevages d'agrément affranchis de toute autorisation administrative au sein desquels la détention d'animaux est limitée à des espèces courantes non protégées et à des effectifs limités.

NB : au sein des « établissements d'élevage » (au sens du code de l'environnement), l'autorisation d'ouverture vaut autorisation préalable de détention des spécimens d'espèces soumises à ce régime.

Les trois autorisations administratives rappelées ci-dessus (certificat de capacité, autorisation d'ouverture, autorisation de détention) sont retenues dans le référentiel SIGAL pour l'enregistrement des établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques.

Il est utile de rappeler que les modalités d'attribution de ces autorisations font l'objet d'instructions spécifiques.

2. REFERENTIEL SIGAL « FAUNE SAUVAGE CAPTIVE » - SPR24

2.1. Les catégories d'établissements au sens du référentiel SIGAL

La base de données nationale des usagers (BDNU) constitue le référentiel d'identification unique, commun et exhaustif de toute personne physique ou morale pratiquant une activité liée au champ de compétence des services du ministère de l'agriculture. Les personnes exerçant une activité impliquant la détention d'espèces animales non domestiques devront donc désormais être enregistrées dans la BDNU.

La BDNU dont l'accès aux DDSV fait l'objet de notes techniques spécifiques permet de distinguer deux catégories d'établissements (au sens « SIGAL ») :

➤ Les établissements ayant une activité économique

En application du code du commerce, ces entités économiques organisées pour produire des biens ou des services, sont répertoriées dans le répertoire Sirene (système informatique pour le répertoire des entreprises et des établissements) géré par l'INSEE et reçoivent des identifiants du type SIREN/SIRET. Pour ce type d'établissements, la BDNU est alimentée par la base Sirene.

Il s'agit par exemple des établissements de présentation au public (parcs zoologiques, cirques), des animaleries ou grossistes, des élevages professionnels.

➤ Les établissements de type personne physique n'ayant pas une activité économique

Ces usagers ne figurent pas dans la base Sirene mais leur activité nécessite une autorisation personnelle délivrée par le Préfet. Il s'agit par exemple des personnes titulaires d'un certificat de capacité pour l'entretien d'animaux d'espèces non domestiques ou des éleveurs d'agrément soumis à autorisation de détention pour certaines espèces.

Ces usagers devront être créés par les DDSV dans la BDNU et se verront attribués un identifiant NUMAGRIT. Au sens « SIGAL », ces personnes physiques constitueront des établissements auxquels pourront être rattachées un atelier, diverses autorisations, des descripteurs ...

Par ailleurs, il pourra être créé une relation « a pour capacitaire » / « est capacitaire de » entre un atelier d'un établissement pratiquant une activité économique et un atelier d'un établissement de type personne physique.

2.2. Les activités retenues dans le référentiel SIGAL

Dans un premier temps, huit types d'activités ont été retenus pour caractériser les ateliers des établissements.

➤ Activité de présentation au public fixe

Sont considérés comme « établissements de présentation au public à caractère fixe et permanent », au sens de l'arrêté du 25 mars 2004, les établissements qui se livrent à la présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques de la faune locale ou étrangère et qui reçoivent du public pendant au moins 7 jours par an au sein de structures fixes. Il s'agit ainsi des parcs zoologiques, des aquariums, des insectariums, des reptiliums etc.

➤ Activité de présentation au public mobile

Sont considérés comme « établissements de présentation au public à caractère mobile », les établissements qui se livrent à la présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques au cours de spectacles ou d'expositions itinérants. Il s'agit notamment des cirques, des artistes indépendants se produisant dans différents cirques, des artistes indépendants (moniteurs d'ours, artistes de music-hall), des voleries mobiles, etc.

Pour l'application du règlement (CE) N 1739/2005 de la Commission du 21 octobre 2005 qui définit les conditions de police sanitaire relatives aux mouvements d'animaux de cirque entre les Etats membres, il conviendra de créer sur l'atelier des établissements exerçant leurs activités dans d'autres Etats membres un identifiant spécifique tel que prévu par la note de service DGAL/SDSPA/N°2008-8015 du 22 janvier 2008 : type « Identifiant déplacement UE (IDUE) », format : FRdddnnn (dd pour le numéro du département et nnn pour le numéro d'ordre).

➤ Activité de vente

Sont concernés les établissements se livrant à la vente des animaux de la faune sauvage locale ou étrangère lorsqu'ils détiennent physiquement les spécimens.

La vente se définit comme la convention par laquelle l'un s'oblige à livrer une chose, et l'autre à la payer (Code Civil art. 1582). Elle peut avoir lieu à l'occasion d'une opération de gros ou de détail. Un descripteur particulier permettra de distinguer les grossistes des animaleries de vente au détail.

L'activité portant sur les animaux de la faune sauvage peut ne constituer qu'une partie des activités de l'établissement (vente d'animaux domestiques, de produits horticoles, etc.)

Lorsque la vente porte uniquement sur les spécimens nés dans l'établissement, celui-ci relève de la seule activité d'élevage.

➤ Activité de transit

Sont concernés les établissements se livrant au transit des animaux de la faune sauvage locale ou étrangère lorsqu'ils détiennent physiquement les spécimens.

Le transit se définit comme le séjour temporaire d'animaux vivants dans des lieux et pour des raisons variées comprenant notamment la quarantaine, le repos au départ, à l'arrivée ou en cours de transport, le regroupement, etc. Il s'agit par exemple des locaux de transit des animaux dans les aéroports.

➤ Activité d'élevage professionnel

Sont concernés les établissements se livrant à l'élevage d'animaux d'espèces non domestiques dans un but lucratif, lorsqu'ils détiennent physiquement les spécimens. Les établissements d'élevage professionnels exercent des activités complémentaires au-delà du simple entretien telles que la reproduction ou le grossissement de spécimens en vue de leur vente.

Au sens de l'arrêté du 10 août 2004 relatif aux élevages d'agrément, le but lucratif peut être apprécié par le fait que la reproduction d'animaux a pour objectif la production habituelle de spécimens destinés à la vente ou que le nombre de spécimens cédés à titre gratuit ou onéreux au cours d'une année excède le nombre de spécimens produits.

Les activités d'effarouchement à l'aide d'oiseaux de proie constituent également, du fait de leur caractère lucratif, une activité d'élevage professionnel.

L'objectif lucratif des élevages professionnels implique une inscription au registre du commerce (Sirene).

NB : Pour les élevages professionnels des espèces de gibier dont la chasse est autorisée et dont une partie de la production est destinée à la consommation humaine, un atelier complémentaire devra être créé pour enregistrer cette activité particulière. Ainsi, à titre d'illustration, un établissement d'élevage de cervidés dont la chasse est autorisée aura de façon systématique un atelier « élevage professionnel d'animaux d'espèces non domestiques » avec un descripteur « Mammifères – espèces de gibier dont la chasse est autorisée - cervidés » et dans le cas où il destine une partie de ses animaux à la consommation humaine, un second atelier nommé actuellement « Production de cervidés – atelier indifférencié ».

➤ Activité d'élevage non professionnel

Sont concernés les établissements se livrant à l'élevage d'animaux d'espèces non domestiques, sans objectif lucratif, lorsqu'ils détiennent physiquement les spécimens. La détention d'au moins un animal d'espèces non domestiques constitue une activité d'élevage. La reproduction de spécimens, le grossissement ne constituent en aucun cas une condition nécessaire pour reconnaître la qualité d'élevage.

Un particulier pratiquant l'élevage à but non lucratif, mais soumis compte tenu des espèces qu'il détient à autorisation d'ouverture et certificat de capacité entre dans cette catégorie. A titre d'illustration, un tel établissement aura 2 ateliers enregistrés dans SIGAL (un atelier pour l'activité d'élevage non professionnel de classe « élevage non professionnel d'animaux d'espèces non domestiques – Personne physique ») et un atelier pour l'activité d'entretien d'espèces non domestiques décrite ci-dessous, de classe « Entretien d'animaux d'espèces non domestiques – Personne physique »).

➤ Activité de soins aux animaux de la faune sauvage

Les établissements qui pratiquent des soins sur les animaux de la faune sauvage au sens de l'arrêté du 11 septembre 1992 *relatif aux règles générales de fonctionnement et aux caractéristiques des installations des établissements qui pratiquent des soins sur les animaux de la faune sauvage*, constituent une catégorie d'élevage dont l'activité sera enregistrée de façon distincte dans SIGAL. En effet la particularité de leurs activités a justifié que des conditions spécifiques de délivrance du certificat de capacité soient fixées par l'arrêté du 12 décembre 2000.

➤ Activité d'entretien d'animaux d'espèces non domestiques

Cette activité permet d'enregistrer l'autorisation SIGAL du détenteur d'un certificat de capacité (voir 2.3).

2.3. Les autorisations retenues dans le référentiel SIGAL

Les trois autorisations administratives rappelées au 1 de la présente instruction (certificat de capacité, autorisation d'ouverture, autorisation de détention) sont retenues dans le référentiel SIGAL pour l'enregistrement des établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques.

➤ Autorisation d'ouverture pour la détention d'animaux d'espèces non domestiques

Cette autorisation « SIGAL » pourra être attribuée aux établissements à activité économique (identifiés par un numéro SIRET) ainsi qu'aux établissements de type personne physique caractérisés par une activité « élevage non professionnel ». Dans ce dernier cas, il s'agira au sens de la réglementation, des établissements d'élevage non professionnels.

➤ Certificat de capacité

Cette autorisation « SIGAL » sera attachée à un établissement de type personne physique caractérisé par une activité « entretien d'animaux d'espèces non domestiques ». Six types d'autorisations « certificat de capacité » seront distinguées selon l'activité que le capacitaire est autorisé à exercer (élevage, vente, transit, présentation au public fixe, présentation au public mobile, soins à la faune sauvage).

➤ Autorisation de détention d'animaux d'espèces non domestiques

Cette autorisation « SIGAL » ne pourra être attribuée qu'aux établissements de type personne physique n'ayant pas d'activité économique et caractérisés par une activité « élevage non professionnel ». Il s'agira au sens de la réglementation, des élevages d'agrément soumis à autorisation de détention préalable pour certains spécimens notamment d'espèces protégées.

Les trois autorisations citées ci-dessus pourront avoir les statuts (états dans SIGAL) suivants : « en cours d'instruction », « valide », « refusé », « suspendu », « retiré ». Par ailleurs, les autorisations de type « certificat de capacité » disposeront d'un statut supplémentaire : « provisoire ».

La date de début de validité d'une autorisation enregistrée avec un statut « en cours d'instruction », devra correspondre à la date de réception du dossier de demande par le service instructeur.

2.4. Les espèces retenues dans le référentiel SIGAL

Les autorisations attribuées aux établissements seront précisées par un descripteur relatif aux espèces non domestiques concernées.

Il n'est pas envisageable compte tenu du nombre d'espèces sauvages potentiellement détenues en captivité et de l'évolution des plans de collection des établissements, de gérer dans SIGAL une liste précise d'espèces rattachées à un certificat de capacité, à une autorisation de détention ou à une autorisation d'ouverture d'établissement.

Dans ce contexte, une dichotomie par classe zoologique puis par groupe d'espèces a été retenue. Toutefois, dans certains cas particuliers, une espèce précise ou une famille a pu être retenue dans le référentiel SIGAL. L'objectif est alors de distinguer les établissements dont l'activité principale consiste en l'élevage à des fins alimentaires (ratites, bisons, gibier d'élevage..) ou encore, de répondre à des éventuels besoins de recensement précis d'espèces enregistrées dans un fichier national (rapaces, loups) ou pouvant fréquemment faire l'objet de placement (animaux errants ou saisis).

La liste des descripteurs « espèces » retenus est présentée en annexe II de la présente instruction.

Pour les autorisations « certificat de capacité » et « autorisation d'ouverture », un descripteur « Groupe espèces » présentant 39 valeurs possibles est disponible. Pour l'autorisation « autorisation de détention » des élevages non professionnels (élevages d'agrément), un descripteur « Groupe espèces élevage d'agrément » présentant 17 valeurs possibles est mis à disposition des DDSV.

Un troisième descripteur « Statut groupe d'espèces » permet de préciser si au sein du groupe d'espèces figurent :

- des espèces de l'annexe A du Règlement (CE) N°338/97 d'application de la CITES,
- des espèces protégées en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement,
- des espèces considérées réglementairement comme dangereuses,
- des espèces dont la liste est prévue à l'article R. 413-6 du code de l'environnement.

3. MODALITES D'ENREGISTREMENT DES ETABLISSEMENTS

Il est demandé aux DDSV de bien vouloir enregistrer dans SIGAL les établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques conformément à la procédure technique de l'annexe I de la présente instruction.

Pour les établissements à activité économique inscrits dans le répertoire Sirene géré par l'INSEE et identifiés par un numéro SIRET, la politique du guichet unique devrait se traduire par une gestion des autorisations relative à la détention des espèces non domestiques par la DDSV du département dans lequel l'établissement est inscrit au registre du commerce (cas des établissements mobiles notamment). Cet aspect devra notamment être pris en compte pour les créations de nouveaux établissements.

S'agissant des établissements d'élevage, de vente et de transit d'espèces de gibier dont la chasse est autorisée pour lesquels les autorisations administratives sont instruites par les DDAF, il conviendra pour leur bon enregistrement dans SIGAL que les DDSV puissent accéder aux informations des registres des certificats de capacité et d'autorisation d'ouverture prévus par l'instruction PN/S2/n°2 du 23 février 1995 relative aux établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée. Un système d'échange d'information continu entre DDAF et DDSV devra être maintenu pour enregistrer les éventuelles ouverture ou fermeture d'établissements.

Il en sera de même pour les élevages non professionnels pratiquant la chasse au vol et dont les autorisations de détention des rapaces (dans la limite de 6 spécimens adultes) sont également gérées par les DDAF.

A l'issue des rencontres « Animal et Société » organisées par le Ministre de l'agriculture et de la pêche du 15 avril au 15 juin 2008, l'inventaire centralisé des établissements de présentation au public d'espèces non domestiques est apparu comme un axe de travail prioritaire.

Dans ce contexte, l'enregistrement des établissements dans SIGAL devra être conduit selon l'échéancier suivant :

- **Pour la fin d'année 2008 : enregistrement des établissements de présentation au public mobiles et fixes,**
- 1^{er} semestre 2009 : enregistrement des établissements de vente, de transit, d'élevage professionnel (hors espèces de gibier dont la chasse est autorisée), des établissements de soins aux animaux de la faune sauvage et des élevages non professionnels soumis aux certificat de capacité et autorisation d'ouverture,
- 2^d semestre 2009 : enregistrement des élevages non professionnels (élevages d'agrément) soumis à autorisation de détention pour certains spécimens notamment d'espèces protégées et des établissements de vente, de transit, d'élevage professionnel des espèces de gibier dont la chasse est autorisée.

Il n'est pas envisagé à ce stade d'enregistrement des élevages d'agrément d'espèces non domestiques affranchis de toute autorisation administrative.

Vous me ferez connaître les observations qu'appellerait de votre part la mise en oeuvre de ces dispositions.

Pour le Ministre et par délégation
La directrice de l'eau et de la biodiversité

Judith JIGUET

Pour le Ministre et par délégation
Le Directeur général de l'alimentation

Jean-Marc BOURNIGAL

ANNEXE I : Procédure d'enregistrement des établissements dans SIGAL

Les informations à saisir dans SIGAL portent sur les ateliers : classe, descripteurs, relations, et autorisations.

Type identifiant établissement	Type identifiant atelier	Classes atelier	Autorisations	Descripteurs	Relations
SIRET		Elevage professionnel d'animaux d'espèces non domestiques	Autorisation d'ouverture pour la détention d'animaux d'espèces non domestiques	Groupe espèces Statut groupe espèces	A pour capacitaire
SIRET		Présentation au public fixe d'animaux d'espèces non domestiques	Autorisation d'ouverture pour la détention d'animaux d'espèces non domestiques	Groupe espèces Statut groupe espèces	A pour capacitaire
SIRET	Identifiant déplacement UE (IDUE) = FRddnnn	Présentation au public mobile d'animaux d'espèces non domestiques	Autorisation d'ouverture pour la détention d'animaux d'espèces non domestiques	Groupe espèces Statut groupe espèces	A pour capacitaire
SIRET		Soins aux animaux de la faune sauvage	Autorisation d'ouverture pour la détention d'animaux d'espèces non domestiques	Groupe espèces Statut groupe espèces	A pour capacitaire
SIRET		Vente d'animaux d'espèces non domestiques	Autorisation d'ouverture pour la détention d'animaux d'espèces non domestiques	Mode de commercialisation : vente en gros, vente au détail Groupe espèces Statut groupe espèces	A pour capacitaire
SIRET		Transit d'animaux d'espèces non domestiques	Autorisation d'ouverture pour la détention d'animaux d'espèces non domestiques	Groupe espèces Statut groupe espèces	A pour capacitaire
NUMAGRIT		Entretien d'animaux d'espèces non domestiques - Personne physique	Certificat de capacité d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques Certificat de capacité de vente d'animaux d'espèces non domestiques Certificat de capacité de présentation au public fixe d'animaux d'espèces non domestiques Certificat de capacité de présentation au public mobile d'animaux d'espèces non domestiques Certificat de capacité de soins aux animaux d'espèces non domestiques Certificat de capacité de transit d'animaux d'espèces non domestiques	Groupe d'espèces Statut groupe espèces	Est capacitaire de
NUMAGRIT		Elevage non professionnel d'animaux d'espèces non domestiques - Personne physique	Autorisation d'ouverture pour la détention d'animaux d'espèces non domestiques ou Autorisation de détention d'animaux d'espèces non domestiques	Groupe d'espèces Statut groupe espèces ou Groupe d'espèces élevage d'agrément Statut groupe espèces	A pour capacitaire ou absence de relation

ANNEXE II : liste des descripteurs, qualifiant les espèces non domestiques, retenus dans le référentiel SIGAL « faune sauvage captive » - SPR 24
--

A – Descripteur « Groupe espèces » pour les autorisations « Autorisation d'ouverture » et « Certificat de capacité » (39 valeurs)

Invertébrés terrestres – arachnides
Invertébrés terrestres – autres espèces
Invertébrés aquatiques

Poissons d'eau douce tropicale
Poissons d'eau douce tempérée
Poissons d'eau de mer tropicale
Poissons d'eau de mer tempérée

Amphibiens : Anoures (crapauds, grenouilles)
Amphibiens : Urodèles (tritons, salamandres)

Reptiles : Chéloniens (tortues)
Reptiles : Sauriens (lézards, iguanes)
Reptiles : Ophidiens (serpents)
Reptiles : Crocodiliens (crocodiles, alligators)

Oiseaux : espèces de gibier dont la chasse est autorisée
Oiseaux : Ratites
Oiseaux : Galliformes
Oiseaux : Gruiformes
Oiseaux : Psittaciformes
Oiseaux : Passériformes
Oiseaux : Ansériformes
Oiseaux : Rapaces (strigiformes, falconiformes...)
Oiseaux : autres espèces

Mammifères : espèces de gibier dont la chasse est autorisée – cervidés
Mammifères : espèces de gibier dont la chasse est autorisée – sangliers
Mammifères : espèces de gibier dont la chasse est autorisée – autres espèces
Mammifères : bison d'Europe (*Bison bonasus*), bison américain des plaines (*Bison bison*)
Mammifères : Primates
Mammifères : Cétacés
Mammifères : autres mammifères marins
Mammifères : Carnivores - loups (*Canis lupus*)
Mammifères : Carnivores - félidés
Mammifères : Carnivores - ursidés
Mammifères : Carnivores - autres espèces
Mammifères : Proboscidiens – éléphantidés
Mammifères : Périssodactyles – rhinocerotidés
Mammifères : Artiodactyles – hippopotamidés
Mammifères : Artiodactyles – giraffidés
Mammifères : Périssodactyles et/ou Artiodactyles – autres espèces
Mammifères : autres espèces

B – Descripteur « Groupe espèces élevage d'agrément » pour l'autorisation « Autorisation de détention » des élevages non professionnels d'agrément (17 valeurs)

Mammifères : wallaby de Benett (*Macropus rufogriseus*)

Mammifères : Primates du genre *Cebus* (aide aux personnes handicapées)

Mammifères : mustélidés

Mammifères : daim (*Dama dama*)

Mammifères : sanglier (*Sus scrofa*)

Oiseaux : Pélicaniformes - phalacrocoracidés

Oiseaux : Ansériformes - anatidés

Oiseaux : Galliformes - phasianidés

Oiseaux : Gruiformes - gruidés / rallidés

Oiseaux : Colombiformes -colombidés

Oiseaux : Psittaciformes

Oiseaux : Cuculiformes -musophagidés

Oiseaux : Passériformes – passéridés

Oiseaux : Falconiformes (usage de la chasse au vol)

Oiseaux : Strigiformes : Grand duc d'Europe (*Bubo bubo*) (usage de la chasse au vol)

Reptiles : Chéloniens - *Testudo* spp.

Reptiles : Chéloniens - *Astrochelys radiata*

C - Descripteur « Statut groupe espèces » pour les autorisations « Autorisation de détention » « Autorisation d'ouverture » et « Certificat de capacité » (4 valeurs)

Pour chaque groupe d'espèces, il pourra être précisé

- 1) espèces de l'annexe A du Règlement (CE) N°338/97 d'application de la CITES,
- 2) espèces protégées en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement,
- 3) espèces considérées réglementairement comme dangereuses,
- 4) espèces dont la liste est prévue à l'article R. 413-6 du code de l'environnement ;